

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 01/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CARRIERES RICHARD**

BORDET  
42370 Renaison

Références : UID4243-MEA-025-0251  
Code AIOT : 0006101257

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement CARRIERES RICHARD implanté BORDET 42370 Renaison. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES RICHARD
- BORDET 42370 Renaison
- Code AIOT : 0006101257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société CARRIERES RICHARD, sise au lieu-dit "Bordet" sur la commune de Renaison, est une carrière à ciel ouvert de roches massives. Elle a été autorisée au nom de la SA LAROCHE en août 1985, puis exploitée conjointement en 1993 par la société SA RICHARD et LAROCHE et transférée au nom de la SA Carrières RICHARD depuis 2002, dont le siège social est situé "Roc Bonory" sur la commune de Saint Just en Chevalet.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 7.3 7.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conditions de Remise en état	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 7.7	Sans objet
5	Suites eaux inspection du 07/03/2022	Autre du 07/03/2022, article 10 APA	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est conduite correctement dans l'ensemble sur la carrière de BORDET, que ce soit au niveau du phasage, de la remise en état et des conditions d'exploitation ; il existe cependant des incursions dans la bande des 10 mètres autour du périmètre d'exploitation qui datent de plusieurs années et doivent être corrigées au plus vite.

L'exploitant a répondu/mis en place des actions suite à la dernière inspection de 2022 sur la gestion des eaux sur son site, qui présume d'un retour en conformité sous réserve de bonne réception des envois en réponse au rapport d'inspection précédent.

Enfin, certains sujets comme les émissions sonores et vibratoires ne peuvent être analysés par absence de preuves lors de l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit être en mesure de fournir l'ensemble des suivis de la carrière lors de l'inspection, sur site. Les documents manquants incluent également les plans d'exploitation des années 2023 et 2024, le rapport de suivi du réaménagement, les mesures de bruits et de vibrations, les plans de tirs.

CARRIERES RICHARD doit donc :

- sous **1 mois** justifier des raisons du non-respect de la préservation de la bande des 10 mètres autour de son périmètre d'exploitation, et indiquer à l'inspection la solution retenue pour une remise en conformité ;
- sous **6 mois** produire le rapport de suivi du réaménagement qui doit être réalisé selon les prescriptions de l'APA (ou le transmettre sous 1 mois s'il a déjà été réalisé) ;
- sous **1 mois** transmettre l'ensemble des éléments demandés au niveau des émissions sonores et vibratoires.

Au vu du peu de documents à disposition des installations classées pour les sites de Renaison, Ambierle et Saint Just en Chevalet de CARRIERES RICHARD, des constats de cette inspection et des dires de l'exploitant qui indiquent qu'il existe une perte d'information entre les éléments envoyés et ceux reçus, un point au siège de la société CARRIERES RICHARD à Saint Just en Chevalet est nécessaire. Il s'agit de balayer l'ensemble des transmissions attendues de ces dernières années et de revoir la forme des échanges entre l'exploitant et la DREAL pour s'assurer d'une bonne réception des éléments futurs de part et d'autre.

Ce point a été fixé le 09/10/2025 en marge de l'inspection du site de Saint Just en Chevalet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.  Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li></ul> Sur ce plan, sera inscrite la surface restant à exploiter. Dans la première semaine du mois de janvier, et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
<b>Constats :</b>  Les plans d'exploitation des années 2023 et 2024 sont manquants. Lors de l'inspection l'exploitant indique avoir envoyé les plans des années 2023 et 2024 à la DREAL ; il fournit un exemplaire du dernier plan d'exploitation, en date du 03/12/2024.  Ce plan est globalement conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, cependant les zones en cours d'exploitation et celles remises en état ne sont pas mises en valeur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit renvoyer un exemplaire du plan d'exploitation de l'année 2023 ; sur les prochains plans devront figurer les zones réaménagées et celles en cours d'exploitation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 7.3 7.6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Distances limites / stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>7.3 : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 480 m pour une épaisseur d'extraction maximale de 40 mètres.</p> <p>L'exploitation se déroulera par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximum séparés par des banquettes de 15 mètres de largeur minimale.</p> <p>7.6: L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et Le danger est signalé par des pancartes.</p> <p>Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.</p> <p>L'éperon rocheux à l'ouest sera intégralement préservé pour maintenir une protection paysagère. En tout état de cause, le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>La piste d'accès au front sera déplacée pour être intégralement comprise dans les limites du périmètre autorisée dans un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'article 7.3 de l'arrêté d'autorisation porte à confusion, « <i>L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 480 m pour une épaisseur d'extraction maximale de 40 mètres.</i> » alors que l'article 2 indique bien que les 40 mètres représentent l'épaisseur <i>moyenne</i> d'exploitation. A partir du plan d'exploitation il a été constaté que l'extraction était active entre 544 m et 516 m NGF.</p> <p>Les gradins en cours d'exploitation respectent les conditions de l'AP ; les gradins au nord de la carrière possèdent des banquettes étroites ~ 10 m par endroit, et des hauteurs limites vis-à-vis des 15 mètres réglementaires mais ne sont plus exploités et en cours de talutage et de végétalisation.</p> <p>D'après les plans d'exploitation, la bande des 10 mètres n'a ponctuellement pas été respectée, en particulier au nord-ouest de la carrière où le haut des fronts se prolonge dans cette bande des 10 m. pour rappel l'APA du 27/05/2010 indique "<i>Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres</i>", ce qui n'est pas le cas sur une partie de la carrière.</p> <p>L'exploitation ne s'est pour l'instant pas rapprochée des niveaux bas (carreau à 516 m pour un minimum autorisé de 480 m NGF), et l'observation des fronts en cours d'exploitation n'a pas soulevé de question de stabilité lors de l'inspection.</p> <p>Ces incursions dans la bande des 10 mètres ne sont pas récentes puisqu'elles apparaissent déjà sur le plan de Décembre 2022. L'exploitant a indiqué que les terrains en bordure de l'exploitation n'appartiennent pas à l'entreprise, ce qui complexifie la reconstitution des 10 mètres réglementaires.</p>

Lors de l'inspection M.Richard a également indiqué qu'il n'y avait pas eu de travaux d'excavation dans la bande des 10 mètres, mais les effondrements dans cette zone justifient une non-conformité.

L'éperon rocheux à l'Ouest a bien été conservé, et la piste d'accès est bien entièrement comprise dans le périmètre de l'Autorisation

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier par un écrit l'endommagement de la bande des 10 mètres et de préciser que sont devenus les matériaux qui la constituaient.

L'exploitant doit proposer un projet permettant de rétablir la bande des 10 mètres aux endroits où elle est endommagée et s'assurer de sa conservation au cours de l'exploitation. Cela pourra se faire soit par un agrandissement du périmètre d'autorisation de la carrière permettant un recul de cette bande des 10 mètres, soit par une reconstitution des zones effondrées par des travaux de réaménagement.

CARRIERES RICHARD dispose d'**un mois** après la réception de ce rapport pour communiquer à l'inspection des installations classées la solution retenue ;

En fonction de la solution retenue et des raisons initiales de la perte de la bande des 10 mètres de nouveaux échanges seront nécessaires afin de cadrer la procédure pour la régularisation de cette non-conformité et les actions à mettre en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Conditions de Remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 8

**Thème(s) :** Autre, Suivi du réaménagement

**Prescription contrôlée :**

L'objectif final de la remise en état vise à la création d'une plate-forme végétalisée surmontée de talus hétérogènes permettant son intégration dans le milieu naturel (cf. plan topographique de l'état final annexé au présent arrêté). En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation suivant la méthode et le phasage définis dans le dossier de demande et des prescriptions suivantes.

Les opérations de réaménagement seront réalisées de manière coordonnée à l'exploitation et comporteront :

- sur toute la hauteur de la carrière, formation d'un talus hétérogène de pente comprise entre 45 et 55 degrés (talus déstructuré),
- raccordement de la partie sommitale de la carrière au terrain naturel par une pente douce. Cette

opération, dès lorsqu'elle justifiera des travaux dans la bande des 10 mètres visée à l'article 7.6 du présent arrêté, est conditionnée à une autorisation préalable conformément à l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

-enherbement et plantations des surfaces réaménagées (ensemencement avec semis de type lande, plantations de bosquets d'arbres et arbustes locaux).

Le réaménagement sera suivi par un bureau d'études spécialisé et fera l'objet d'un rapport à l'issue d'un délai de 10 ans suivant en l'entrée en vigueur du présent arrêté ayant pour objet :

-de vérifier le respect des délais concernant la réorganisation et le réaménagement en parti du carreau de la carrière, le déplacement de la piste d'accès aux fronts supérieurs et le réaménagement de la piste abandonnée, le réaménagement du front est,

- d'analyser les résultats obtenus en termes d'insertion paysagère et notamment en terme de revégétalisation,

-de préciser les modalités de remise en état finale du carreau (devenir des zones goudronnées, du bassin de décantation, de la clôture à l'entrée de la carrière, des merlons paysagers..)

Ce rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

L'exploitation possède actuellement un léger retard de phasage d'environ 2 ans, qui correspond au début de la phase 3 du phasage prévisionnel d'exploitation présent en annexe de l'AP du 27/05/2010.

Au niveau de la remise en état aucune zone n'est précisée dans les phases 2 et 3 définies dans le dossier d'autorisation lié à l'Arrêté du 27/10/2010 ; Une zone correspondant au nord de la carrière a cependant déjà été remise en état, suivant de manière coordonnée l'exploitation comme prévu dans les prescriptions de l'APA.

D'après l'exploitant les travaux de réaménagement ont eu lieu au cours de l'année 2023 ; la zone correspond à d'anciens fronts de taille, et lors de l'inspection il a été constaté qu'un talutage déstructuré avait été mis en place conformément aux prescriptions et la végétalisation de ce réaménagement.

Les travaux de végétalisation ont été effectués par un prestataire "Entreprise Forezienne". Il a été demandé à l'exploitant de fournir une preuve de cette intervention suite à l'inspection.

L'exploitant n'a pas pu présenter lors de l'inspection le rapport de suivi du réaménagement qui devait notamment préciser les conditions de remises en état finales et qui aurait dû être transmis en 2020.

M. Richard a indiqué que la carrière avait des difficultés à trouver les matériaux internes nécessaires au futur remblaiement des fronts, et la volonté de l'entreprise à demander une modification de son arrêté pour inclure l'accueil des déchets inertes externes comme cela est possible pour les carrières d'après l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

En fonction du projet présenté par l'exploitant des enjeux peuvent apparaître, au niveau de la stabilité des remblais, des potentiels impacts sur les eaux du site et sur l'aspect paysager de la carrière.

L'exploitant, s'il souhaite réaliser ce projet, doit constituer un dossier de Porter à Connaissance contenant :



- une description du projet,
- une description des travaux prévus, des procédures d'accueil, de surveillance et méthodes de remblaiement,
- une évaluation des impacts généraux (bruit, poussières, circulation des camions..),
- une étude paysagère pour évaluer les impacts de la modification de remise en état,
- une étude géotechnique pour la stabilité du remblai,
- une étude hydraulique et hydrogéologique pour l'enjeu eau au regard du risque de pollution par les apports extérieurs,
- une actualisation des garanties financières,
- l'avis du maire et des propriétaires sur les nouveaux plans de remise en état.

L'exploitant devra évidemment se conformer à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 sur l'accueil des déchets inertes.

Ce projet pourrait par ailleurs être associé avec le rétablissement de la bande des 10 mètres sur les points de la carrière où elle est impactée, en fonction de la solution retenue par l'exploitant pour sa reconstitution

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit envoyer sous **un mois** le rapport de suivi du réaménagement qui aurait dû être transmis en 2020.

Dans le cas où il ne possède pas ce rapport, il dispose de **6 mois** pour le réaliser et le transmettre à l'inspection des installations classées avec l'aide d'un bureau d'étude spécialisé.

Ce rapport doit permettre :

- de vérifier le respect des délais concernant la réorganisation et le réaménagement en parti du carreau de la carrière, le déplacement de la piste d'accès aux fronts supérieurs et le réaménagement de la piste abandonnée, le réaménagement du front est,
- d'analyser les résultats obtenus en termes d'insertion paysagère et notamment en terme de revégétalisation,
- de préciser les modalités de remise en état finale du carreau (devenir des zones goudronnées, du bassin de décantation, de la clôture à l'entrée de la carrière, des merlons paysagers..).

L'exploitant doit également transmettre une preuve de l'intervention d'un prestataire pour les travaux de réaménagements réalisés durant l'année 2023 au nord de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Bruit et vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/05/2010, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits et vibrations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

La carrière fonctionnera comme cela est précisé dans le dossier :

- durant la journée dans la plage horaire 7h - 18h (21h30 pour les postes secondaires et tertiaires);
- les jours ouvrables (et le samedi exceptionnellement).

**14.1 - Bruits :**

a) En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores de carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée pour les différentes périodes de la journée (diurne et nocturne) sont les suivantes :

Points de mesure	Jour 7h à 22h	Nuit 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
En limite de propriété	70 dB (A)	60 dB (A)

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

b) Dans un délai de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, un contrôle sera réalisé permettant :

- de faire l'état du respect des niveaux limites de bruit et des émergences (pour toutes les zones à émergence réglementée identifiées dans le dossier de demande) cités ci-dessus,
  - de proposer des aménagements complémentaires à mettre en œuvre pour respecter ces critères.
- Les résultats de ces contrôles sont adressés à l'inspection des installations classées.

#### **14.2 - Vibrations :**

1°/ Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer avoisinantes dans les constructions des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

2°/ En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la Circulaire du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sont applicables.

3°/ Contrôle :

a) Pour réduire l'ébranlement dû au tir, il sera utilisé des détonateurs du type micro-retard. A chaque trou de mine, Correspondra un numéro de micro-retard. Sur l'ensemble de la volée de tir, les détonateurs auront tous des numéros différents. Si besoin est, il sera pratiqué des tirs séquentiels.

b) A chaque tir de mine, il sera effectué des mesures d'ébranlement pour les habitations les plus proches, à tour de rôle. Ces mesures seront confiées à un organisme spécialisé et à la charge de l'exploitant. Elles devront permettre de définir la méthode d'abattage garantissant une sécurité suffisante pour les habitations (modalités de tir, définition de la charge unitaire, etc..).

La méthode de tirs et les charges maximales admissibles seront réévalués en fonction des résultats obtenus lors des mesures d'ébranlement.

c) Les résultats de ces contrôles seront adressés à l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées ne possède aucun historique des mesures des émissions sonores sur la carrière de Renaison depuis la mise en place de l'arrêté du 27/05/2010.

L'exploitant indique que des mesures ont lieu régulièrement et sont transmises à l'inspection ; au vu de l'enregistrement courrier mis en place à l'Unité InterDépartementale, aucun courrier de ce type n'a été réceptionné depuis l'année 2020 au minimum pour la carrière de Renaison.

Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas pu présenter ces mesures. Il a indiqué que les dernières mesures dateraient de 2022, et que des campagnes sont prévues en 2025 sur plusieurs sites de CARRIERES RICHARD.

Concernant les tirs de mine, M.Richard a déclaré que 4 tirs ont été réalisés en 2025. L'inspection demande à l'exploitant d'être informée lors de chaque tir effectué, avec la transmission du plan de tir en particulier, comme il est de pratique sur l'ensemble des carrières.

Lors de l'inspection il a été demandé les mesures de vibrations pour chacun de ces tirs comme indiqué dans les prescriptions de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant n'a pas pu présenter ces mesures et doit les transmettre suite à l'inspection. Actuellement l'inspection des ICPE n'a pas accès à l'historique des mesures de vibrations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant n'a pas encore fourni les éléments demandés lors de l'inspection. Il doit sous **un mois** après la réception de ce rapport envoyer à l'inspection l'historique de l'ensemble des mesures sonores réalisées sur la carrière depuis l'entrée en vigueur de l'AP du 27/05/2010, et les mesures de vibrations correspondant aux 4 tirs de mine effectués en 2025.

CARRIERES RICHARD doit également communiquer les dates retenues pour la prochaine campagne de mesures de bruit et transmettre les résultats dès leur réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Suites eaux inspection du 07/03/2022**

**Référence réglementaire :** Autre du 07/03/2022, article 10 APA

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des eaux / mise en conformité

**Prescription contrôlée :**

Concernant le constat " eaux de procédés" : l'exploitant devra canaliser toutes les eaux de ruissellement des zones de stockage des matériaux vers le bassin de décantation comme prévu dans l'article susvisé de l'APA et démontrer que les activités de criblage/concassage ne génèrent pas d'eaux de procédé.

Concernant le constat " gestion des eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage : l'exploitant devra diriger toutes les eaux de ruissellement du site dans le bassin de décantation et obturer l'écoulement direct existant, analyser les eaux de décantation et proposer un protocole de traitement de ces eaux de décantation en cas de non respect des valeurs limites de rejet.

Concernant le constat "eaux vannes": L'exploitant devra justifier à l'inspection des ICPE de la gestion des eaux vannes produites sur le site.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il n'y a plus de lavage de matériaux sur site, qui ne crée donc pas d'eaux de procédés.

Concernant la gestion des eaux rejetées, l'exploitant a transmis suite à la dernière inspection un rapport d'analyse du 28/06/2023 qui présente des résultats conformes. Lors de l'inspection il a été constaté que toutes les eaux de ruissellement du site sont dirigées dans le bassin de décantation, sans rejet direct. Un curage est à prévoir au niveau de la rétention associée à l'aire étanche de ravitaillement.

L'exploitant a également réalisé des travaux sur le fossé en sortie de la carrière le long de la D9 avec une couverture en pouzzolane sur une longueur de 40 m environ afin de diminuer la concentration en MES des rejets même en cas de surverse du bassin de décantation.

L'exploitant indique que tous ces points ont été détaillés lors de l'envoi en réponse à la précédente inspection du 07/03/2022, mais l'inspection n'a pas de trace de cet envoi autre que le rapport d'analyse de 2023 ; de même pour la gestion des eaux vannes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de faire un nouvel envoi permettant de répondre aux demandes issues de l'inspection du 07/03/2022. Au vu de ce qui a été observé lors de l'inspection de juillet 2025, le site est en conformité sur les points évoqués précédemment.

Un curage est tout de même attendu au niveau de l'aire étanche de ravitaillement des engins, pour s'assurer du bon fonctionnement de la rétention. L'exploitant transmettra les preuves de ces travaux à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite